



À Bobigny, lundi 6 mai 2024

À l'attention de

Madame Nicole Belloubet  
Ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

110, rue de Grenelle  
75007 PARIS

Objet : Demande d'audience

Madame la ministre,

Depuis plus de deux mois, à l'appel de l'intersyndicale 93 FSU, CGT Éduc'action, Sud éducation et CNT éducation, une mobilisation aussi puissante qu'historique rassemble élèves, parents, personnels et él·ues de la Seine-Saint-Denis pour exiger un plan d'urgence pour l'école publique, contre le « *choc des savoirs* ». Depuis le 26 février 2024, dans le département le plus pauvre de l'Hexagone, la communauté éducative se mobilise pour demander l'égalité réelle des droits pour tou·tes les élèves. Ainsi, 70 à 80 % des professionnel·les de l'éducation du 93 ont participé aux journées de grève.

Lors de l'audience du 15 avril dernier, vous nous avez répondu que le ministère aurait besoin d'un mois supplémentaire pour affiner ses annonces.

Dans les semaines qui ont suivi, le gouvernement n'a cessé de mettre en avant son action dans le département depuis 2017, alors même que le plan « *L'État plus fort en Seine-Saint-Denis* » s'est avéré très insuffisant et que d'autres mesures présentées comme spécifiques s'inscrivent en réalité dans des dispositifs qui s'appliquent à l'ensemble du territoire national. À ce jour, il n'y a aucun investissement supplémentaire de l'Éducation nationale en Seine-Saint-Denis du fait de la spécificité départementale. À titre d'exemple, le poids de l'éducation prioritaire dans le département (60 % des écoles et des établissements) donne l'impression d'un « surinvestissement » alors qu'il ne relève que de la norme.

Il est temps d'apporter des réponses concrètes, sonnantes et trébuchantes, aux revendications de la communauté éducative en Seine-Saint-Denis. Il en va de la crédibilité de la parole publique et de la capacité de l'État à assurer l'égalité républicaine quand tout concourt à

démontrer que, faute d'un investissement à la mesure des enjeux dans le département le plus jeune de la France hexagonale, l'école publique ne se contente plus de reproduire les inégalités mais les creuse et les aggrave.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de recevoir une délégation composée de nos organisations départementales et nationales afin d'entendre vos réponses au plan d'urgence construit par l'intersyndicale 93 FSU, CGT Educ'action, Sud éducation et CNT éducation.

Veillez agréer, Madame la ministre, l'expression de notre attachement au service public d'éducation.

*Pour la FSU 93, Marie-Hélène Plard et Grégory Thuizat  
Pour la CGT Educ'action 93, Zoé Butzbach et Louise Paternoster  
Pour Sud éducation 93, Émilie Benoit et Jacques Dematte*